

## En Maurienne, le combat d'un maire pour sauver une usine

LE MONDE | 12.12.2012 à 12h15 • Mis à jour le 12.12.2012 à 12h18 Par Eric Nunès - Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) Envoyé spécial



Rien, n'y fait ! Qu'un épais manteau neigeux ait couvert la vallée de l'Arvan et que la glace ait saisi sa commune, des cloches de la cathédrale à la moindre rigole, le maire (UDI) de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) bouillonne ce jeudi 6 décembre au petit matin. Cela fait trois jours que Pierre-Marie Charvoz ne décolère pas, depuis sa rencontre avec le préfet. L'objet de l'entrevue : étudier les offres de reprise de l'usine d'aluminium de Rio Tinto Alcan (RTA). *"Cela n'a débouché sur rien, des déclarations d'intérêts, mais aucune offre ferme"*, grince l'élu local.

Cette usine, ancienne vitrine de Pechiney, l'aluminier français racheté en 2003 par le Canadien Alcan, lui-même repris en 2007 par la multinationale anglo-australienne Rio Tinto, demeure le poumon industriel de la vallée en terme d'emplois. Quelque 600 personnes y travaillent et 2 200 autres mènent une activité dépendante du site.

Quand, en mars, la direction de RTA annonce son intention de se séparer de son usine de Maurienne, c'est le branle-bas de combat. La campagne présidentielle bat alors son plein, Arnaud Montebourg, lieutenant du candidat Hollande, est envoyé sur place pour réenchanter les lendemains. Son message est clair : avec la gauche, les entreprises qui font du profit n'auront plus le droit de détruire de l'emploi. *"Il faut que les grands groupes comprennent qu'ils ne peuvent pas mener par le bout du nez les gouvernements"*, tonne celui qui n'est pas encore ministre du redressement productif.



Huit mois ont passé quand le 21 novembre, Rio Tinto annonce la suppression de 148 postes en France dont 39 (33 % des effectifs) dans le laboratoire de recherche de Maurienne. Le ministre d'Arnaud Montebourg réplique par un communiqué : le plan de Rio Tinto, "*groupe fortement bénéficiaire*", n'est "*pas acceptable en l'état*".

Pierre-Marie Charvoz hausse les épaules : "*Montebourg a coutume de répéter que les plans ne sont pas acceptables. Il l'a dit pour PSA Aulnay, il l'a redit pour Rio Tinto, on allait voir ce qu'on allait voir et puis pschitt*", cogne-t-il.

L'édile décide le 6 décembre de convoquer sa garde rapprochée, dans la salle du conseil municipal, sous le portrait de François Hollande, pour tenter d'alerter l'opinion. Pas facile au moment où caméras et micros sont braqués sur Florange et PSA. "*La clé du rachat de l'usine tient à la fourniture d'une électricité à bas prix*", avance un élu. "*Il faut que l'Etat s'investisse réellement sur le dossier, qu'il fasse pression sur EDF*", rebondit le maire.

Afin que les échos du cas de Rio Tinto Alcan passent la vallée, "*il faut manifester à Paris, devant Bercy et y faire le bordel. Si on le fait ici, en Maurienne, le "trou du cul" de la France, à part bloquer les vacanciers notre mobilisation ne servirait à rien*", analyse Jean-François Royer, policier à la retraite, adjoint au maire chargé de la sécurité. Invités à la table du conseil municipal, les représentants syndicaux de RTA déclinent l'invitation des élus (UMP-UDI) pour une bataille avec Bercy.

## DÉMANTÈLEMENT

"Notre usine fonctionne à flux tendu via un système de trois-huit. Nous ne pouvons pas nous permettre d'entreprendre un mouvement de grève qui pourrait mettre en péril l'outil industriel", esquive Christian Hergault, élu CGT. La menace d'un démantèlement de l'ensemble de la filière aluminium française ne fait pourtant pas de doute pour Eric Massat, élu CFDT. "*Dans deux ans, quand Rio Tinto aura réglé le cas de notre usine, ce sera l'ensemble de la filière française de l'aluminium, soit 4 000 emplois menacés. Comme ce fut le cas pour la filière acier avec ArcelorMittal*", explique-t-il.



Dans cette vallée où l'industrie lourde représente encore 30 % de l'emploi, la désindustrialisation se poursuit. Depuis 2007, le chômage a bondi de 4,7 % à 8 % dans le canton de Maurienne, emportant sous-traitants et intérimaires.

Le 15 mars, devant les Saint-Jeannais, Arnaud Montebourg, évoquait le spectre d'une France sans industrie qui ressemblerait à "*un très bel hôtel "resort and spa"*" où "*nos enfants auront des emplois de steward et de femmes de ménage*". Aujourd'hui, le cabinet du ministre du redressement productif plancherait sur les moyens d'obliger Rio Tinto à céder son site de Saint-Jean-de-Maurienne.

En attendant, les élus de la vallée ont décidé de multiplier les opérations de promotion de son patrimoine culturel et naturel, des sports de montagne et du commerce local.

**Eric Nunès - Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) Envoyé spécial**